

PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE
N° 1/2022

TABLE DES MATIERES

JURISPRUDENCE

Bail à loyer

Résiliation – Motifs – Motifs graves et légitimes à établir par le bailleur – Travaux de réfection – Conditions – Travaux nécessaires et indispensables (Non) – Travaux ayant une utilité réelle pour l'immeuble – Travaux de nature à empêcher le maintien du locataire dans les lieux – Loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, art. 12 paragraphe 2. 532

Concurrence déloyale

1° Publicité trompeuse et comparative – Champ d'application ratione personae – Publicité devant s'adresser à des consommateurs (non) – Loi du 23 décembre 2016, art. 3 et 8. 493

2° Publicité trompeuse – Domaine d'application – Dénomination sociale – Loi du 23 décembre 2016, art. 5. 493

Contributions directes

Demande de suspension d'exécution d'un commandement de payer – Contestation visant la régularité de la notification d'un bulletin d'imposition – Incompétence des juridictions de l'ordre judiciaire – Const., art. 95bis ; Loi du 7 novembre 1996, art. 8 ; NCPC, art. 932, al. 2. - **avec les conclusions du Parquet général** 441

Divorce

Créance liée aux droits de pension – Abandon ou réduction de l'activité professionnelle au cours du mariage – Notion d'activité professionnelle – Périodes de bénéfice du régime d'assurance pension sans exercice d'une activité professionnelle – Assimilation (non) – C. civ., art. 252 – C. séc. soc., art. 171 et 174. - **avec les conclusions du Parquet général** 452

Droit pénal

1° Droit pénal général – Responsabilité pénale des personnes morales – Cession de parts sociales postérieurement à la commission de l'infraction – Incidence (non) — C. pén., art. 34. 509

2° Droit pénal spécial – Viol – Application – Fellation – C. pén., art. 375. 516

3° Droit pénal spécial – Destruction d'un édifice par l'effet d'une explosion – Conditions – C. pén., art. 520. 526

Prescription extinctive

Nature juridique – Fin de non-recevoir – Effet – Extinction du droit du créancier (non) – Extinction de l'action en justice – Paiement d'une créance prescrite – Caractère répétable (non) – Exception – Paiement effectué sous la pression du créancier – C. civ. art. 2219. 540

Procédure civile et commerciale

- 1° Règle «le criminel tient le civil en état» – But – Conditions – Lien étroit – Notion – C. proc. pén., art. 3, al. 2. 483
- 2° Capacité pour agir en justice – Administration de l'Enregistrement, des Domaines et de la TVA – Personnalité juridique (non) – Action en justice devant être intentée pour ou contre l'Etat – Exception – Loi ayant donné délégation d'agir en justice – NCPC art. 163 540

Procédure pénale

- 1° Enquête de flagrance – Information du suspect retenu sur ses droits – Absence de compréhension d'une langue officielle du Luxembourg – Information des droits par recours à un interprète – Exécution de devoirs s'imposant dans le cadre de l'enquête de flagrance – Déclarations recueillies avant l'information des droits – Possibilité de préjudice – Violation des droits du suspect – C. pr. pén., art. 39. 501
- 2° Enquête de flagrance – Information du suspect retenu sur ses droits – Interpellation et rétention en pleine rue – Possibilité de la remise d'une déclaration écrite des droits (non) – Absence de compréhension d'une langue officielle du Luxembourg – Information des droits par recours à un interprète – C. pr. pén., art. 39. 506
- 3° Enquête de flagrance – Information retardée du suspect retenu sur ses droits – Nullité virtuelle nécessitant la preuve d'un préjudice – Exécution de devoirs s'imposant dans le cadre de l'enquête de flagrance – Absence de déclarations recueillies avant l'information des droits – Absence de possibilité de préjudice – Violation du droit à un procès équitable ou des droits de la défense (non) – C. pr. pén., art. 39 ; CEDH, art. 6. 506
- 4° Appel – Ministère public – Réquisitions différentes en appel – Estoppel – Opposabilité au ministère public (non) – C. pr. pén., art. 16-1. 509

Protection du consommateur

- Pratiques commerciales déloyales – Champ d'application razione personae – Pratique s'adressant à des consommateurs – Preuve – C. cons., art 320-2. 493

Responsabilité civile

- Responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques – Régime spécifique de responsabilité (non) – Responsabilité civile délictuelle de droit commun – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er 540

Sécurité sociale

- Partenariat conclu à l'étranger – Pension de survie – Condition – Inscription au répertoire civil – C. séc. soc., art. 195 – Loi du 9 juillet 2004, art. 2, 3 et 4-1 – NCPC, art. 1126 et suivants. - **avec les conclusions du Parquet général** 462

Sociétés commerciales

- 1° Dissolution judiciaire – Justes motifs – Mécontentement entre associés – Conditions – Mise en péril de l'existence de la société – C. civ. art. 1871 ; Loi du 10 août 1915, art. 480-1. 483
- 2° Dissolution judiciaire – Justes motifs – Mécontentement entre associés – Gravité des fautes invoquées – Appréciation par le juge (non) – C. civ. art. 1871 ; Loi du 10 août 1915, art. 480-1. 483

3° Liquidation judiciaire – Causes d’ouverture – Date d’appréciation – Loi du 15 août 1915, art. 1200-1.

523